

Bruxelles, le 10 juillet 2026
(OR. en)

11738/26

STAT 8
FIN 1044

NOTE DE TRANSMISSION

Origine:	Pour la secrétaire générale de la Commission européenne, Madame Martine DEPREZ, directrice
Date de réception:	8 juillet 2026
Destinataire:	Madame Thérèse BLANCHET, secrétaire générale du Conseil de l'Union européenne
N° doc. Cion:	COM(2026) 349 final
Objet:	RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL Rapport 2019-2024 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès d'une institution de l'Union européenne

Les délégations trouveront ci-joint le document COM(2026) 349 final.

p.j.: COM(2026) 349 final



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 8.7.2026
COM(2026) 349 final

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

**Rapport 2019-2024 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage
en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants
parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès
d'une institution de l'Union européenne**

RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL

Rapport 2019-2024 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès d'une institution de l'Union européenne

1. Informations générales.....	2
1.1 Structure du rapport	2
2. Cadre réglementaire	4
2.1 Cadre juridique.....	4
2.2 Description du régime	4
3. La situation de caisse et d'exercice 2019-2024 du Fonds de chômage.....	5
3.1 Situation de «caisse»: résultats courants et soldes cumulés 2019-2024.....	6
Évolution du compte courant et des comptes de placement	7
3.2 Situation d'exercice: résultats courants 2019-2024	7
3.3 Résultat courant 2019-2024	8
3.4 Situation d'exercice: ventilation des dépenses et des recettes	9
4. Analyse des affiliés, des bénéficiaires et des allocations accordées.....	10
4.1 Aspects méthodologiques.....	10
4.2. Nombre d'assurés	10
4.3 Nombre de bénéficiaires du régime d'assurance contre le chômage et «taux de chômage»	11
4.3.1 Nombre de bénéficiaires d'une allocation de chômage.....	11
4.3.2 Taux de chômage au sein des institutions de l'UE	13
4.4 Vue d'ensemble de l'allocation de chômage et de sa durée	16
4.4.1 Nombre d'allocations de chômage mensuelles versées.....	16
4.4.2 Durée de la période indemnisée.....	17
4.5 Répartition du chômage par pays	18
5. Conclusion	20
5.1 Période 2019-2024	20
5.2 Perspectives du Fonds de chômage à court et moyen terme	20

1. Informations générales

Conformément au régime applicable aux autres agents (RAA), l'allocation de chômage est destinée à l'ancien agent temporaire (AT), agent contractuel (AC) ou assistant parlementaire accrédité (APA) se trouvant sans emploi contre son gré (excluant, par exemple, les agents démissionnaires) après la cessation de son service auprès d'une institution de l'Union européenne au sens de l'article 1^{er} *bis* et de l'article 1^{er} *ter* du statut des fonctionnaires de l'Union européenne¹. Cette allocation vient en complément de l'éventuelle allocation de chômage nationale perçue par l'ancien agent.

Ces allocations sont payées par le Fonds de chômage (le «Fonds»), qui est financé d'une part par les cotisations des agents couverts par le RAA, potentiellement bénéficiaires et, d'autre part, par les cotisations de l'employeur desdits agents.

L'article 28 *bis*, paragraphe 11, et l'article 96, paragraphe 11, du RAA prévoient une obligation pour la Commission de présenter tous les deux ans un rapport sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage. Pour faciliter le suivi de l'évolution du Fonds, la Commission établit toujours ce rapport bisannuel pour une période de référence de cinq ans. Le rapport précédent couvrait la période 2017-2022, la période de référence du présent rapport s'étend de 2019 à 2024.

1.1 Structure du rapport

Après un bref résumé des principaux enseignements livré par le rapport, le chapitre 2 présente un aperçu du cadre juridique, y compris des principales caractéristiques du régime de chômage ainsi que des références juridiques pertinentes.

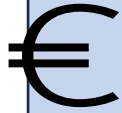
Le chapitre 3 est consacré aux aspects financiers du Fonds au cours de la période de référence et met en évidence l'évolution des recettes, des dépenses ainsi que du solde cumulé.

Le chapitre 4 analyse les aspects démographiques relatifs aux affiliés et aux bénéficiaires du régime ainsi que d'autres caractéristiques clés telles que la durée de la période indemnisée et la répartition des pays de résidence.

Le rapport se conclut par quelques considérations sur l'avenir.

¹ Règlement (CE, Euratom) n° 723/2004 du Conseil du 22 mars 2004 modifiant le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi que le régime applicable aux autres agents de ces Communautés, JO L 124 du 27.4.2004, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2004/723/oj>.

Principaux enseignements à tirer entre 2019 et 2024:



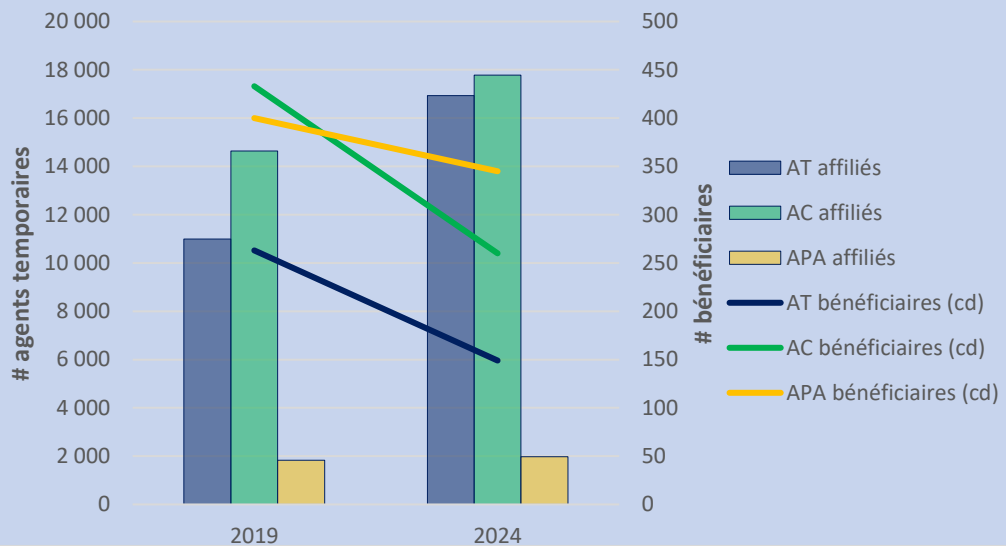
Comparaison des comptes sur la période 2019-2024



Les **réserves du Fonds** ont augmenté au cours de la période de référence, atteignant fin 2024 plus de 106 millions d'EUR, contre environ 31 millions d'EUR en 2019.



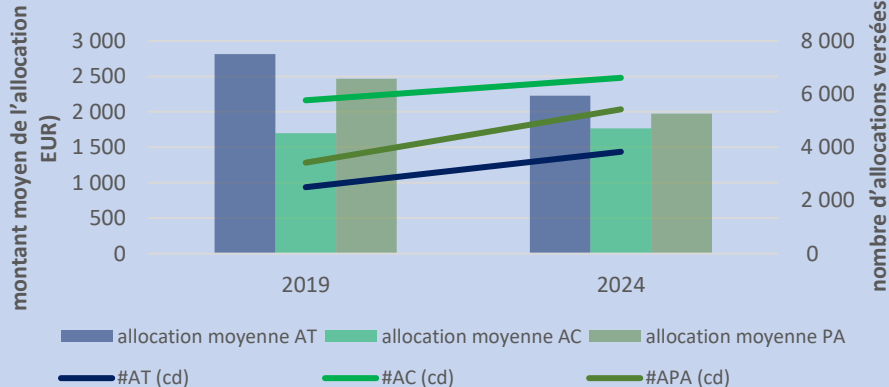
Affiliés et bénéficiaires au 31.12



Le nombre d'**affiliés** a augmenté à plus de 36 689 (soit une hausse de 33 % par rapport à 2019). Dans le même temps, le nombre de **bénéficiaires** a chuté d'un tiers, à 754.



montant moyen des allocations et nombre d'allocations versées



Le **nombre d'allocations de chômage** versées a progressé dans toutes les catégories. Les allocations moyennes versées aux AC ont enregistré une légère hausse, alors qu'elles ont légèrement diminué pour les AT et les APA.

2. Cadre réglementaire

2.1 Cadre juridique

Les conditions d'octroi de l'allocation de chômage aux agents temporaires sont fixées à l'article 28 *bis* du RAA ² et à l'article 5 de son annexe.

Les règles correspondantes applicables aux agents contractuels sont énoncées à l'article 96 du RAA ³.

Les dispositions techniques relatives aux prestations de sécurité sociale figurent aux articles 135 et 136 du RAA.

L'actualisation des rémunérations et des montants financiers s'y rapportant, y compris l'allocation de chômage, est régie par l'article 65, paragraphe 1, du statut.

Les modalités d'application du régime d'allocation de chômage sont établies par le règlement (CE) n° 780/2009 de la Commission ⁴.

Les modalités d'octroi des allocations de chômage aux agents temporaires sont fixées dans la réglementation de la Commission du 14 juillet 1988 en exécution de l'article 28 *bis*, paragraphe 10, du RAA ⁵.

2.2 Description du régime

Comme indiqué au chapitre 1, l'allocation de chômage est destinée à l'ancien agent temporaire (AT), agent contractuel (AC) ou assistant parlementaire accrédité (APA) se trouvant sans emploi contre son gré après la cessation de son service auprès d'une institution de l'Union européenne au sens de l'article 1^{er} du statut des fonctionnaires de l'Union européenne. Cette allocation vient en complément de l'éventuelle allocation de chômage nationale perçue par l'ancien agent. ⁶

Les bénéficiaires ont droit à 60 % du dernier traitement de base au cours des 12 premiers mois. Ce pourcentage passe à 45 % au cours des 12 mois suivants et à 30 % au cours des 12 derniers mois. Ce n'est qu'à partir du septième mois que les allocations de chômage sont plafonnées.

Depuis le dernier rapport, publié début 2024, qui analysait la situation jusqu'en 2022, la contribution à l'assurance chômage du personnel concerné a été réduite. En effet, à la suite des

² Article 28 *bis* du RAA tel qu'amendé par le règlement (UE, Euratom) n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013, JO L 287 du 29.10.2013, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2013/1023/oj>.

³ Article 96 du RAA tel qu'amendé par le règlement (UE, Euratom) n° 1023/2013 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2013, JO L 287 du 29.10.2013, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2013/1023/oj>.

⁴ Règlement (CE) n° 780/2009 de la Commission du 27 août 2009 fixant les dispositions d'exécution de l'article 28 *bis*, paragraphe 2, troisième alinéa, et de l'article 96, paragraphe 2, troisième alinéa, du régime applicable aux autres agents des Communautés européennes (RAA), JO L 226 du 28.8.2009, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2009/780/oj>.

⁵ Réglementation de la Commission du 14 juillet 1988, après commun accord constaté par le président de la Cour de justice le 4 juillet 1989, fixant les modalités d'application des dispositions relatives à l'octroi de l'allocation de chômage aux agents temporaires en exécution de l'article 28 *bis*, paragraphe 10, du RAA.

⁶ La réforme du statut des fonctionnaires et du RAA, entrée en vigueur le 1^{er} mai 2004, a modifié la base juridique qui régissait l'éligibilité au régime d'assurance contre le chômage ainsi que les règles de contribution à ce dernier, et ce, depuis 1985. Une nouvelle réforme, entrée en vigueur en janvier 2014, a prolongé la durée maximale des contrats des agents contractuels.

conclusions du dernier rapport ⁷ — qui prévoyait une augmentation des réserves du Fonds — la Commission a adapté la contribution au régime d'assurance contre le chômage par l'intermédiaire d'un règlement délégué ⁸. Le nouveau taux de contribution à l'assurance chômage pour les agents temporaires et contractuels est de 0,51 %. Par ailleurs, la nouvelle contribution des institutions concernées est ramenée de 1,62 % à 1,02 %. Étant donné que le règlement délégué n'était pas encore entré en vigueur à la fin de 2024, la modification du taux de contribution à l'assurance chômage ne relève pas du champ d'application temporel du présent rapport. Ses effets seront donc évalués dans le prochain rapport, couvrant la période 2021-2026.

Au cours de la période couverte par le rapport, le Fonds a été financé par les contributions versées par les agents temporaires ou contractuels et les assistants parlementaires accrédités ainsi que par les institutions de l'Union européenne qui les emploient, à hauteur de respectivement 0,81 % et 1,62 % du traitement de base.

Les montants des abattements forfaitaires, des plafonds et des planchers sont mis à jour de la même manière que les rémunérations et conformément à l'article 65 du statut.

Les allocations familiales éventuelles s'ajoutent à l'allocation de chômage. La cotisation au régime commun d'assurance maladie (RCAM) de l'Union européenne (5,1 % du traitement de base de référence du chômeur) est à la charge du régime d'assurance contre le chômage. Les prestations sociales perçues au niveau national (allocations de chômage, allocations familiales, prestations de maladie, allocations de naissance, etc.) sont déduites.

3. La situation de caisse et d'exercice 2019-2024 du Fonds de chômage

Informations clés:

- 1) La **situation d'exercice du Fonds en 2024** fait apparaître des réserves globales de plus de 106 millions d'EUR, dont 27 millions d'EUR sur le compte courant et plus de 79 millions d'EUR sur le compte de placement, ce qui représente une augmentation de 243 % par rapport à 2019.
- 2) Au cours des derniers mois de 2024, les **dépenses** se sont inscrites à la hausse sous l'effet de la forte croissance du nombre de bénéficiaires parmi les APA en raison des élections au Parlement européen de 2024. Par rapport à 2019, on observe ainsi une hausse de 10 %, représentant 29 millions d'EUR en 2024.
- 3) Les chiffres des **contributions** ont affiché une progression stable. Par rapport à 2019, on enregistre une hausse de 65 %, atteignant plus de 48 millions d'EUR en 2024.
- 4) Les **réserves du Fonds** ont généré plus de 4 millions d'EUR en 2022 et 2023.
- 5) **Ventilation par institution**: La Commission, le Parlement européen et les agences représentent environ 90 % du total des dépenses et des contributions du régime. Ce chiffre est resté stable au cours de la période de référence.

⁷ RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN ET AU CONSEIL — Rapport 2017-2022 sur la situation financière du régime d'assurance contre le chômage en faveur des anciens agents temporaires ou contractuels et des assistants parlementaires se trouvant sans emploi après la cessation de leurs fonctions auprès d'une institution de l'Union européenne [COM(2024) 54 du 6 février 2024].

⁸ Règlement délégué (UE) 2025/101 de la Commission du 27 novembre 2024 adaptant les contributions au financement du Fonds spécial de chômage prévues aux articles 28 *bis* et 96 du régime applicable aux autres agents, JO L, 2025/101, 31.1.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2025/101/oj.

Le présent chapitre présente l'évolution de la situation d'exercice du Fonds, et plus particulièrement de ses recettes et de ses dépenses, ainsi que l'évolution de ses réserves.

Le Fonds repose sur deux instruments de gestion pour ses dépenses et recettes:

- un compte courant situé à Bruxelles auprès de l'Office de gestion et de liquidation des droits individuels, qui collecte les contributions mensuelles auprès des agents contractuels ou temporaires et des APA ainsi qu'auprès de leurs institutions et agences respectives et verse à la fois l'allocation de chômage et la contribution correspondante au RCAM;
- des comptes de placement situés à Luxembourg et gérés par la DG BUDG.

3.1 Situation de «caisse»: résultats courants et soldes cumulés 2019-2024

Dans le cadre d'une comptabilité de caisse, les opérations ne sont inscrites que lorsqu'une entrée ou une sortie de trésorerie s'est produite au cours de la période analysée et fait état avec précision du montant de trésorerie effectivement transféré/reçu au cours d'une période donnée. Le tableau 1 présente un récapitulatif des recettes et des dépenses telles qu'inscrites dans la comptabilité, ainsi que le solde courant qui en découle ⁹.

Tableau 1 – Fonds de chômage – Situation de caisse – Résultats courants (2019-2024)

Description		2019 EUR	2020 EUR	2021 EUR	2022 EUR	2023 EUR	2024 EUR
A. Dépenses							
1. Allocation de chômage	a	24 799 099,64	31 337 400,94	23 663 156,87	19 875 373,02	21 771 651,78	29 356 864,54
2. Cotisations au RCAM	b	2 013 936,61	1 466 468,10	-	-	-	-
Dépenses totales	d=Σa-c	26.813.036,25	32.803.869,04	23.663.156,87	19.875.373,02	21.771.651,78	29.356.864,54
B. Recettes							
1. Commission européenne	e	7 025 650,91	7 432 478,53	7 873 354,00	9 021 576,14	9 962 294,82	11 189 510,00
2. Parlement européen	f	4 078 688,97	4 219 155,81	4 569 046,60	5 156 115,74	5 637 489,90	5 991 603,91
3. Médiateur européen	g	40 137,47	40 680,65	42 182,04	44 033,53	51 463,82	50 679,47
4. Conseil	h	259 888,53	329 439,25	399 749,41	521 080,80	591 789,21	638 356,64
5. Cour de justice	i	1 164 182,86	1 353 574,43	1 410 446,04	1 538 584,20	1 625 590,32	1 726 565,19
6. Cour des comptes	j	301 432,53	311 363,01	349 950,20	369 832,01	430 878,54	455 122,83
7. Comité économique et social	k	115 842,48	118 175,34	128 369,83	163 573,18	184 681,03	212 089,49
8. Comité des régions	l	126 921,93	151 801,78	152 707,32	170 359,48	201 664,02	232 525,91
9. SEAE	m	1 199 396,42	1 245 571,20	1 376 053,89	1 542 352,35	1 625 815,83	1 730 926,13
10. CEPD	n		25 463,38	37 579,91	67 673,31	57 449,82	64 300,76
11. Agences	o	15 201 144,99	16 296 954,60	18 370 540,46	21 293 335,50	23 678 870,72	26 414 720,50
Recettes totales	p=Σe-o	29 513 287,09	31 524 657,98	34 709 979,70	39 888 516,24	44 047 988,03	48 706 400,83
C. Corrections comptables	q.					260,61	
D. Résultat courant	r=p-d	2 700 250,84	-1 279 211,06	11 046 822,83	20 013 143,22	22 276 596,86	19 349 536,29

⁹ Pour information, les cotisations au RCAM s'élevaient à 1 636 067,14 EUR en 2021 et à 1 209 776,99 EUR en 2022. Ces chiffres sont déjà compris dans la ligne relative aux allocations de chômage. Les données ne sont plus présentées séparément pour les deux dernières années, car ces contributions sont désormais payées en même temps que les autres composantes de l'allocation de chômage (plus de 15) et ne constituent pas un élément distinct, payé par une procédure manuelle.

Évolution du compte courant et des comptes de placement

Outre le compte courant, qui fournit les liquidités quotidiennes et gère les opérations des bénéficiaires et des institutions concernées, le Fonds a affecté au portefeuille les fonds qui ne sont pas nécessaires actuellement à ses obligations et dont le placement est géré par la DG BUDG.

L'analyse des comptes du Fonds montre que la principale évolution observée au cours des cinq dernières années a été le transfert de 75 millions d'EUR en 2023 du compte courant vers le compte de portefeuille. Ces réserves ont été initialement investies dans des produits d'épargne à durée déterminée générant un rendement d'environ 3 % à 4 % par an, soit environ 900 000 EUR en 2023 et 3,2 millions d'EUR en 2024.

Tableau 2 – Fonds de chômage – Situation de caisse (évolution du solde cumulé 2019-2024)

Description		2019 EUR	2020 EUR	2021 EUR	2022 EUR	2023 EUR	2024 EUR
I. Compte courant							
A. Résultat courant	a	2 700 250,84	-1 279 211,06	11 046 822,83	20 013 143,22	22 276 596,86	19 349 536,29
B. Solde du compte courant au 01/01	b	27 970 008,68	30 670 259,52	29 391 048,46	40 437 871,29	60 451 014,51	7 727 611,37
C. Placement à terme des surplus (-)	e					-75 000 000,00	
Récupération de fonds placés (+)	c						
D. Solde du compte courant au 31/12	d=a+b+c	30 670 259,52	29 391 048,46	40 437 871,29	60 451 014,51	7 727 611,37	27 077 147,66
II. Placements à terme							
E. Placements financiers au 01/01	e	22 092,20	22 092,20	22 092,20	22 092,20	22 158,52	75 917 600,46
F. Versements de (+) et vers (-) le compte courant	f					75 000 000,00	
G. Intérêts bancaires	g				66,32	895 441,94	3 270 157,26
H. Opérations bancaires	h						
E. Placements financiers au 31/12	i=e+f	22 092,20	22 092,20	22 092,20	22 158,52	75 917 600,46	79 187 757,72
III. Réserves cumulées	j=d+i	30 692 351,72	29 413 140,66	40 459 963,49	60 473 173,03	83 645 211,83	106 264 905,38

Le tableau 3 présente le solde cumulé du Fonds de manière plus synthétique. Le compte courant a débuté et terminé la période de référence à des niveaux similaires, aux alentours de 27 millions d'EUR, tandis que la rubrique «Placements» est passée d'environ 22 000 EUR à plus de 79 millions d'EUR.

Tableau 3 – Fonds de chômage – Solde cumulé (2019-2024)

Description	2019 EUR	2020 EUR	2021 EUR	2022 EUR	2023 EUR	2024 EUR
Compte courant	30 670 259,52	29 391 048,46	40 437 871,29	60 451 014,51	7 727 611,37	27 077 147,66
Placements	22 092,20	22 092,20	22 092,20	22 158,52	75 917 600,46	79 187 757,72
Total	30 692 356,72	29 413 145,66	40 459 963,49	60 473 173,03	83 645 211,83	106 264 905,38

3.2 Situation d'exercice: résultats courants 2019-2024

Dans le cadre d'une comptabilité d'exercice, les opérations sont inscrites dans la comptabilité au moment où la contribution au Fonds ou le paiement de l'allocation de chômage sont dus. Il en résulte certaines divergences avec la comptabilité de caisse, étant donné que certaines contributions reçues au début de l'exercice N couvrent des périodes d'activité de la fin de l'exercice N-1 ou que certains montants payés au début de l'exercice N couvrent des périodes de chômage de la fin de l'exercice N-1.

Tableau 4 – Fonds de chômage – Situation d’exercice – Résultats courants (2019-2024)

Description		2019 EUR	2020 EUR	2021 EUR	2022 EUR	2023 EUR	2024 EUR
A. Dépenses							
1. Allocation de chômage	a	23 264 951,63	30 572 441,37	23 477 999,25	19 946 600,45	21 755 821,42	30 924 110,75
2. Cotisations au RCAM	b	2 013 936,61	1 466 468,10	-	-	-	-
Dépenses totales	d=a+b	25 278 888,24	32 038 909,47	23 477 999,25	19 946 600,45	21 755 821,42	30 924 110,75
B. Recettes							
1. Commission européenne	e	7 025 650,91	7 432 478,53	7 873 354,00	9 021 576,14	9 962 158,69	11 189 510,00
2. Parlement européen	f	4 078 688,97	4 219 155,81	4 569 046,60	5 156 115,74	5 637 391,21	5 991 603,91
3. Médiateur européen	g	40 137,47	40 680,65	42 182,04	44 033,53	51 463,82	50 679,47
4. Conseil	h	259 888,53	329 439,25	399 749,41	521 080,80	591 778,17	638 356,64
5. Cour de justice	i	1 164 182,86	1 353 574,43	1 410 446,04	1 538 584,20	1 625 359,85	1 726 565,19
6. Cour des comptes	j	301 432,53	311 363,01	349 950,20	369 832,01	430 878,54	455 122,83
7. Comité économique et social	k	115 842,48	118 175,34	128 369,83	163 573,18	184 681,03	212 089,49
8. Comité des régions	l	126 921,93	151 801,78	152 707,32	170 359,48	201 664,02	232 525,91
9. SEAE	m	1 199 396,42	1 245 571,20	1 376 053,89	1 542 352,35	1 625 790,74	1 730 923,66
10. CEPD	n		25 463,38	37 579,91	67 673,31	57 449,82	64 300,76
11. Agences	o	15 201 144,99	16 296 954,60	18 370 540,46	21 293 335,50	23 667 494,02	26 414 327,70
Recettes totales	p=Σe-o	29 513 287,09	31 524 657,98	34 709 979,70	39 888 516,24	44 036 109,91	48 706 005,56
C. Corrections comptables	q.					260,61	
D. Résultat courant	r=p-d	4 234 398,85	- 514 251,49	11 231 980,45	19 941 915,79	22 280 549,10	17 781 894,81

3.3 Résultat courant 2019-2024

Ces dernières années, le résultat courant du Fonds a affiché de solides performances, avec des gains d’environ 12 millions d’EUR par an en moyenne au cours de la période de référence, les trois dernières années oscillant même aux alentours de 20 millions d’EUR. Portées par cette dynamique, les réserves cumulées ont atteint plus de 106 millions d’EUR à la fin de 2024, soit une hausse de plus de 243 % par rapport au montant de 30 millions d’EUR enregistré en 2019.

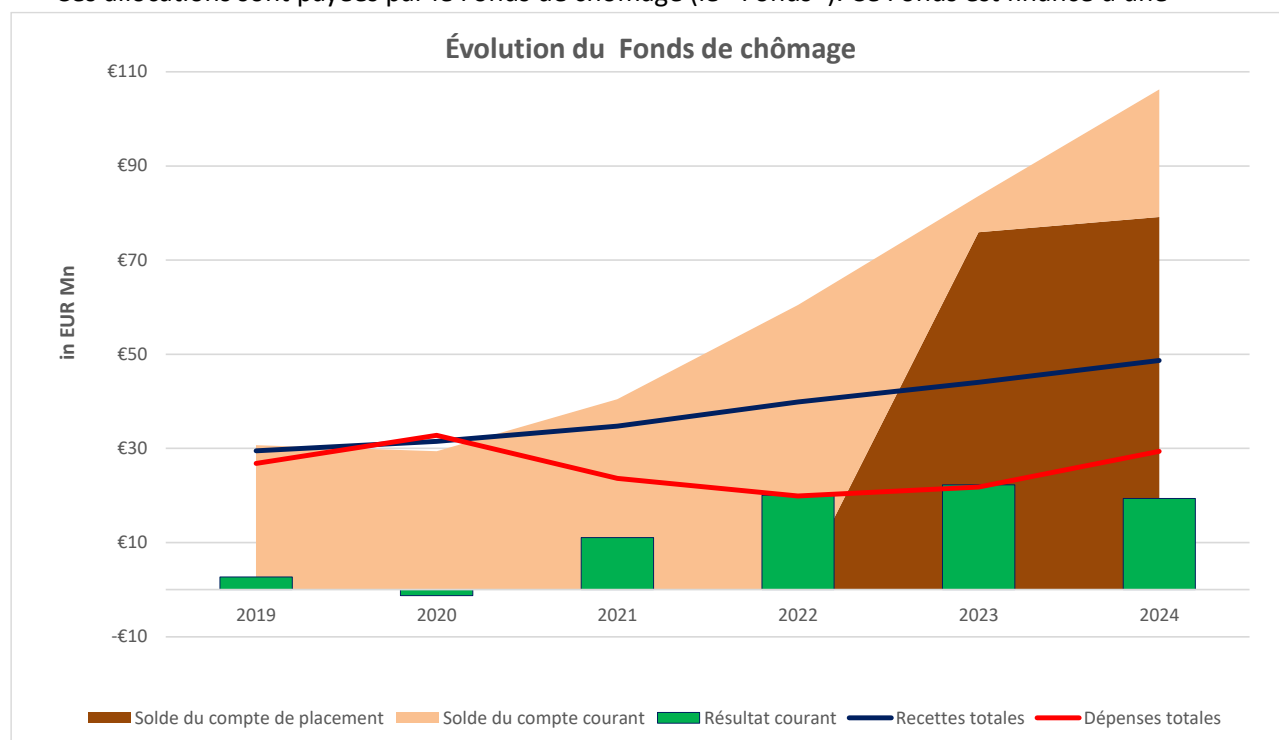
Le caractère notoirement cyclique des dépenses, qui a entraîné un accroissement temporaire du nombre d’APA au chômage, a contribué à l’augmentation des dépenses en 2024. Néanmoins, au cours de cette année, seul le mois d’octobre a affiché un déficit, d’une valeur de 600 000 EUR. Fin 2024, le compte courant détenait 27 millions d’EUR. Ce montant, conjugué au montant d’environ 78 millions d’EUR figurant au portefeuille, fournit au régime une réserve de liquidités propre à amortir d’éventuels déficits en 2025, dus au nombre d’APA au chômage.

L’analyse de l’évolution des recettes au cours des cinq dernières années indique une augmentation annuelle moyenne de 10 % sur la période 2019-2024, soit une légère accélération par rapport à la moyenne du précédent rapport (2017-2022), où l’augmentation moyenne avait été d’environ 9 %. En 2024, les recettes totales se sont élevées à 48 millions d’EUR.

Ces cinq dernières années, après s’être inscrites à la baisse en 2021 et 2022, les dépenses ont rebondi de près de 9 % en 2023 et de plus de 34 % en 2024, pour atteindre près de 30 millions d’EUR, un niveau supérieur d’environ 10 % à celui de 2019, mais inférieur au pic de 32 millions d’EUR observé en 2020.

Graphique 3.3.1 Évolution du Fonds de chômage

Ces allocations sont payées par le Fonds de chômage (le «Fonds»). Ce Fonds est financé d'une



Source: tableau 1, tableau 2

3.4 Situation d'exercice: ventilation des dépenses et des recettes

Le tableau 5 présente une ventilation des dépenses et des recettes par institution et pour l'ensemble des agences, en termes tant absolus que relatifs. L'évolution des contributions et des dépenses de chaque institution et des agences livre un tableau hétérogène.

Tableau 5 – Fonds de chômage – Situation d'exercice: ventilation des recettes et des dépenses par institution (2019-2024)

Année	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
Description	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
I. En EUR												
A. Commission européenne	8 544 434,65	7 025 650,91	11 547 627,30	7 432 478,53	9 346 706,86	7 858 031,35	8 702 641,50	9 018 656,32	10 255 700,72	9 997 880,14	9 694 483,31	11 243 162,55
B. Parlement européen	10 381 757,85	4 078 688,97	13 103 965,00	4 219 155,81	6 611 995,94	4 562 936,06	4 603 428,72	5 152 392,51	4 394 502,66	5 669 264,25	13 273 920,10	6 023 438,74
C. Médiateur européen	2 342,39	40 137,47	27 676,00	40 680,65		42 182,04		44 033,53		51 339,24		51 376,19
D. Conseil	433 433,95	259 888,53	633 694,72	329 439,25	260 627,61	399 645,25	388 568,60	503 255,48	318 184,92	594 381,74	521 764,21	639 370,40
E. Cour de justice	538 879,80	1 164 182,86	715 432,19	1 353 574,43	474 925,99	1 410 517,40	580 097,27	1 538 819,87	661 192,84	1 629 614,07	702 833,43	1 743 068,17
F. Cour des comptes	231 389,25	301 432,53	170 210,46	311 363,01	126 278,79	346 794,55	294 105,82	369 832,01	523 696,85	430 993,03	526 868,94	455 400,68
G. Comité économique et social	167 761,33	115 842,48	144 165,77	118 175,34	185 271,82	128 301,45	178 081,89	163 573,18	363 957,15	185 011,47	135 718,41	212 309,18
H. Comité des régions	147 100,22	126 921,93	154 643,19	151 801,78	137 650,43	152 707,32	170 960,98	170 374,11	104 687,35	201 251,01	102 442,89	231 434,98
I. SEAE	392 292,54	1 199 396,42	642 974,02	1 245 571,20	901 877,26	1 371 613,07	673 669,87	1 543 761,76	444 560,35	1 629 150,64	462 546,67	1 699 429,80
J. CEPD		74 972,80	25 463,38	60 955,58	37 579,91	3 690,13	58 290,56		58 113,30		71 515,76	64 377,73
K. Agences	4 439 496,25	15 201 144,99	4 823 548,02	16 296 954,60	5 369 063,39	18 354 906,94	4 346 523,13	21 236 119,81	4 639 281,94	23 556 705,08	5 435 988,12	26 393 505,95
Total	25 278 888,24	29 513 287,09	32 038 909,47	31 524 657,98	23 475 353,67	34 665 215,34	19 941 767,91	39 799 109,14	21 705 764,78	44 003 703,97	30 928 081,84	48 756 874,37
II. En % du total												
A. Commission européenne	33,80 %	23,81 %	36,04 %	23,58 %	39,81 %	22,67 %	43,64 %	22,66 %	47,25 %	22,72 %	31,35 %	23,06 %
B. Parlement européen	41,07 %	13,82 %	40,90 %	13,38 %	28,17 %	13,16 %	23,08 %	12,95 %	20,25 %	12,88 %	42,92 %	12,35 %
C. Médiateur européen	0,01 %	0,14 %	0,09 %	0,13 %		0,12 %		0,11 %		0,12 %		0,11 %
D. Conseil	1,71 %	0,88 %	1,98 %	1,05 %	1,11 %	1,15 %	1,95 %	1,26 %	1,47 %	1,35 %	1,69 %	1,31 %
E. Cour de justice	2,13 %	3,94 %	2,23 %	4,29 %	2,02 %	4,07 %	2,91 %	3,87 %	3,05 %	3,70 %	2,27 %	3,58 %
F. Cour des comptes	0,92 %	1,02 %	0,53 %	0,99 %	0,54 %	1,00 %	1,47 %	0,93 %	2,41 %	0,98 %	1,70 %	0,93 %
G. Comité économique et social	0,66 %	0,39 %	0,45 %	0,37 %	0,79 %	0,37 %	0,89 %	0,41 %	1,68 %	0,42 %	0,44 %	0,44 %
H. Comité des régions	0,58 %	0,43 %	0,48 %	0,48 %	0,59 %	0,44 %	0,86 %	0,43 %	0,48 %	0,46 %	0,33 %	0,47 %
I. SEAE	1,55 %	4,06 %	2,01 %	3,95 %	3,84 %	3,96 %	3,38 %	3,88 %	2,05 %	3,70 %	1,50 %	3,49 %
J. CEPD		0,23 %	0,08 %	0,26 %	0,11 %	0,02 %	0,02 %	0,15 %		0,13 %	0,23 %	0,13 %
K. Agences	17,56 %	51,51 %	15,06 %	51,70 %	22,87 %	52,95 %	21,80 %	53,36 %	21,37 %	53,53 %	17,58 %	54,13 %
Total	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

4. Analyse des affiliés, des bénéficiaires et des allocations accordées

Informations clés:

- 1) En décembre 2024, le **nombre de contributeurs** s'élevait à **36 689**, soit une hausse de 34 % par rapport à 2019.
- 2) En décembre 2024, le **nombre de bénéficiaires** s'élevait à **754**, soit une contraction de 31 % par rapport à 2019.
- 3) Le **taux de chômage agrégé** toutes institutions et agences confondues a chuté au cours de la période, passant de 4 % à 2 %.
- 4) La **durée du chômage** s'est légèrement allongée, passant de 8,5 mois en 2019 à 8,8 mois en moyenne en 2024.
- 5) **Répartition géographique des bénéficiaires**: en 2024, 51 % des bénéficiaires résidaient en Belgique et 27 % d'entre eux au Luxembourg, en Italie, en Espagne et en France.

4.1 Aspects méthodologiques

S'agissant de la population concernée par le régime, le rapport précédent et le présent rapport ont pris en considération, dans leur analyse, les personnes enregistrées en décembre de chaque année en qualité d'affiliés ou de bénéficiaires. Il s'agit là d'une approche analytique simple.

4.2. Nombre d'assurés

Si l'on considère les affiliés au régime en fin d'année, les données montrent une augmentation continue du nombre d'affiliés au cours des dernières années. Pendant la période de référence, le nombre d'agents temporaires a progressé de 34 %, pour atteindre 36 689 fin 2024.

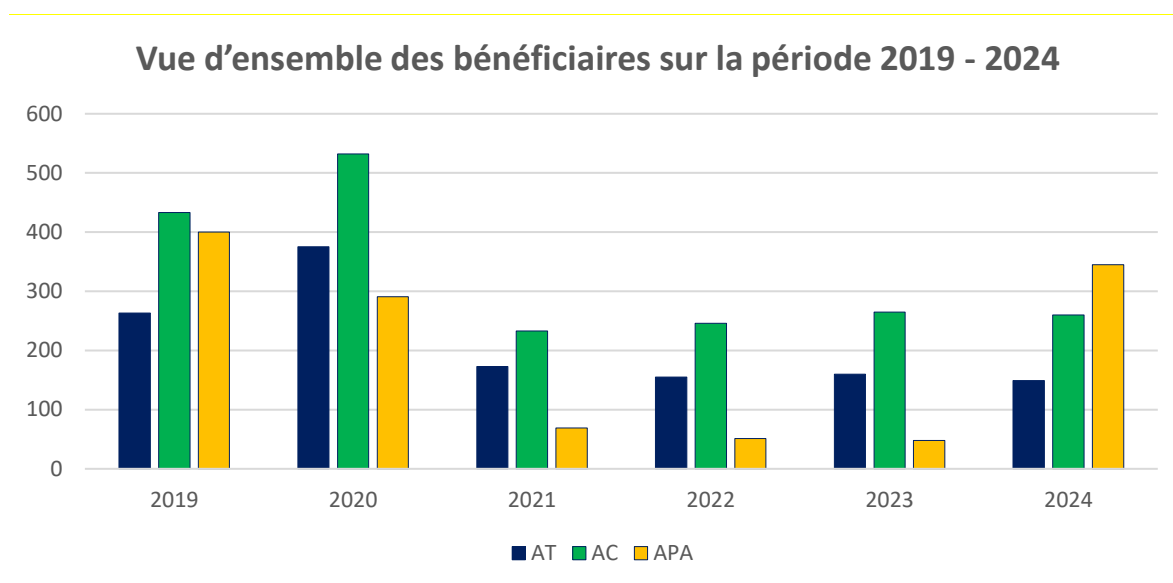
Tableau 6 – Nombre d'affiliés au régime d'assurance contre le chômage

INSTITUTION	Année	Année	2019				2020				2021				2022				2023				2024			
	Type	Type	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL
	Grade	Groupe F																								
I. Commission européenne	AD	AC																								
	AD	IV	726	3 147		3 873	889	3 137		4 026	1 129	3 300		4 429	1 408	3 463		4 871	1 574	3 725		5 299	1 699	3 967		5 666
	AST	III	320	1 447		1 767	397	1 464		1 861	509	1 407		1 916	691	1 389		2 080	747	1 374		2 121	826	1 487		2 313
	AST-C	II	375	2 113		2 488	542	2 054		2 596	665	2 015		2 680	777	1 980		2 757	680	1 945		2 625	761	1 923		2 684
	I			790		790		774		774		754		754		701		701		658		658		648		648
Total			1 421	7 497		8 918	1 828	7 429		9 257	2 303	7 476		9 779	2 876	7 533		10 409	3 001	7 702		10 703	3 286	8 025		11 311
II. Autres institutions																										
A. Parlement européen	AD	IV	430	315	413	1 158	522	329	478	1 329	533	362	478	1 373	576	399	489	1 464	642	447	99	1 188	718	369	468	1 555
	AST	III	487	330	879	1 696	497	370	935	1 802	564	497	996	2 057	603	529	1 000	2 132	673	548	413	1 634	693	571	971	2 235
	AST-C	II	27	159	425	611	42	172	418	632	57	187	411	655	57	203	424	684	35	190	991	1 216	43	149	441	633
	I			953	114	1 067		939	115	1 054		1 037	124	1 161		1 032	108	1 140		1 010	556	1 566		1 076	101	1 177
	Total	Total	944	1 757	1 831	4 532	1 061	1 810	1 946	4 817	1 154	2 083	2 009	5 246	1 236	2 163	2 021	5 420	1 350	2 195	2 059	5 604	1 454	2 165	1 981	5 600
B. Médiateur européen	AD	IV	11	3		14	15	2		17	15	3		18	14	3		17	19	4		23	13	3		16
	AST	III	12	2		14	11	2		13	10	2		12	9	1		10	9	3		12	9	2		11
	AST-C	II	0	3		3	2	2		4	5	1		6	5	2		7	5	2		7	3	2		5
	I			3		3		2		2		0		0		0		0		0		0		0		0
	Total	Total	23	11		34	28	8		36	30	6		36	28	6		34	33	9		42	25	7		32
C. Conseil	AD	IV	83	37		120	117	31		148	134	45		179	182	39		221	191	56		247	180	48		228
	AST	III	21	14		35	56	10		66	88	25		113	130	21		151	147	19		166	143	24		167
	AST-C	II	44	35		79	65	19		84	69	17		86	81	11		92	80	7		87	95	9		104
	I			140		140		141		141		142		142		139		139		143		143		143		143
	Total	Total	148	226		374	238	201		439	291	229		520	393	210		603	418	225		643	418	224		643
D. Cour de justice	AD	IV	372	20		392	390	10		400	389	15		404	406	25		431	411	31		442	407	22		429
	AST	III	247	45		292	262	53		315	282	57		339	293	53		346	299	62		361	283	49		432
	AST-C	II	56	26		82	54	26		80	71	21		92	70	18		88	57	24		81	46	20		66
	I			83		83		84		84		81		81		83		83		81		81		80		80
	Total	Total	675	174		849	706	173		879	742	174		916	769	179		948	767	198		965	736	171		907
E. Cour des comptes	AD	IV	88	12		100	88	14		102	102	16		118	106	21		125	140	15		155	123	13		136
	AST	III	42	13		55	39	15		54	44	17		61	41	12		53	42	15		57	42	14		56
	AST-C	II	26	7		33	27	13		40	26	15		41	25	17		42	22	18		40	27	17		44
	I			42		42		41		41		40		40		40		40		38		38		41		41
	Total	Total	156	74		230	154	83		237	172	88		260	172	90		262	204	86		290	192	85		277
F. Comité économique et social	AD	IV	33	6		39	39	5		44	47	6		53	57	10		67	59	12		71	65	10		75
	AST	III	32	5		37	34	6		40	45	6		51	55	8		65	57	8		65	66	7		73
	AST-C	II	16	11		27	18	14		32	13	12		25	16	12		28	14	10		24	14	10		24
	I			21		21		22		22		22		22		19		20		19		20		21		21
	Total	Total	81	43		124	91	47		138	105	46		151	128	50		178	130	49		179	145	48		193
G. Comité des régions	AD	IV	45	18		63	43	21		64	48	17		65	51	18		69	59	34		93	60	31		91
	AST	III	20	5		25	18	4		22	29	10		39	34	9		43	34	11		45	38	12		50
	AST-C	II	6	4		10	6	8		14	7	10		17	3	8		11	4	9		13	3	7		10
	I			21		21		21		21		20		20		21		21		20		21		22		22
	Total	Total	71	48		119	67	54		121	84	57		141	88	56		144	97	74		171	101	72		173
H. SEAE	AD	IV	330	189		519	362	216		578	402	227		629	401	251		652	385	258		643	354	270		624
	AST	III	6	134		140	6	137		143	16	155		171	43	159		202	51	156		207	63	163		226
	AST-C	II	0	148		148	0	153		153	13	153		166	25	153		178	19	154		173	23	153		176
	I			32		32		33		33		31		31		30		30		31		31		30		30
	Total	Total	336	503		839	368	539		907	431	566		997	469	593		1 062	455	599		1 054	440	616		1 056
I. CEFD	AD	IV	0	0		0	0	17		17	4	24		28	4	24		28	3	20		23	5	21		26
	AST	III	0	0		0	1	12		13	1	17		18	2	20		22	4	22		26	4	25		29
	AST-C	II	0	0		0	0	8		8		8		8		8		8		8		10		11		11
	I			0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0
	Total	Total	0	0		0	1	37		38	5	49		54	6	52		58	7	52		59	9	57		66
Total (autres institutions)	AD	IV	1 392	600	413	2 405	1 576	645	478	2 699	1 674	715	478	2 867	1 797	790	489	3 076	1 909	877	99	2 885	1 925	787	468	3 180
	AST	III	867	548	879	2 294	924	609	935	2 468	1 079	786	996	2 861	1 210	812	1 000	3 022	1 316	844	413	2 573	1 341	867	971	3 179
	AST-C	II	175	393	425	993	214	415	418	1 047	261	424	411	1 096	282	432	424	1 138	236	424	991	1 651	254	378	441	1 073
	I			1 295	114	1 409		1 283	115	1 398		1 373	124	1 497		1 365	108	1 473		1 342	556	1 898		1 413	101	1 514
	Total	Total	2 434	2 836	1 831	7 101	2 714	2 952	1 946	7 612	3 014	3 298	2 009	8 321	3 289	3 399	2 021	8 709	3 461	3 487	2 059	9 007	3 520	3 445	1 981	8 946
III. Agences																										
Total général	AD	IV	5 357	1 915		7 272	5 812	2 201		8 013	6 240	2 769		9 009	6 836	3 248		10 084	7 242	3 486		10 728	7 648	3 765		11 413
	AST	III	1 757	1 640		3 397	1 957	1 674		3 631	2 136	1 877		4 013	2 350	1 939		4 289	2 331	2 010		4 341	2 437	2 025		4 462
	AST-C	II	26	693		719	29	634		663	36	583		619	31	531		562	36	488		524	38	471		509

Tableau 7 – Nombre de bénéficiaires du régime d’assurance contre le chômage

INSTITUTION	Année	Année	2019				2020				2021				2022				2023				2024				
	Type	Type	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	AT	AC	APA	TOTAL	
	Grade	Groupe F	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	
I. Commission européenne	AD	IV	33	99		132	68	185		253	20	94	1	115	18	123		141	24	140		164	20	91		111	
	AST	III	9	62		71	22	72		94	8	22		30	7	22		29	7	26		33	9	15		24	
	SC	II	23	138		161	33	110		143	18	41		59	13	29		42	18	26		44	13	21		34	
	I		0			0		7		7		1		1		1		1		1		1		2		2	
	Total		65	299		364	123	374		497	46	158	1	205	38	175		213	49	193		242	42	129		171	
II. Autres institutions																											
A. Parlement européen	AD	IV	13	25	353	391	36	26	218	280	17	13	28	58	14	14	14	42	7	19	12	38	6	28	129	163	
	AST	III	35	27	20	82	32	29	66	127	9	11	29	49	10	13	25	48	9	12	21	42	12	16	156	184	
	SC	II	3	24	27	54	0	16	7	23	0	8	10	18	0	5	10	15	4	8	12	24	1	8	49	58	
	I		2	0		2		3	0	3		0	1	1		0	2	2		3	3	6		0	11	11	
	Total		51	78	400	529	68	74	291	433	26	32	68	126	24	32	51	107	20	42	48	110	19	52	345	416	
B. Médiateur européen	AD	IV	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	
	AST	III	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	
	SC	II	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	
	I		0			0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
	Total		0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	
C. Conseil	AD	IV	10	5		15	8	4		12	0	2		2	2	1		3	4		4	6	5		11		
	AST	III	1	1		2	0	2		2	0	3		3	1	0		1	0		0	3	2		5		
	SC	II	0	1		1	0	4		4	0	1		1	0	3		3	1		1				0		
	I		0			0		1		1	0			0		0		0			0				0		
	Total		11	7		18	8	11		19	0	6		6	3	4		7	5	0		5	9	7		16	
D. Cour de justice	AD	IV	15	3		18	14	3		17	3	0		3	2	1		3	2		2	6				6	
	AST	III	6	4		10	6	4		10	3	4		7	4	2		6	9	1		10	6	1		7	
	SC	II	2	2		4	0	2		2	3	0		3	3	0		3	3		3	3	1			4	
	I		0			0		0		0	0			0		0		0			0					0	
	Total		23	9		32	20	9		29	9	4		13	9	3		12	14	1		15	15	2		17	
E. Cour des comptes	AD	IV	4	0		4	4	2		6	1	0		1	3	0		3	4	1		5	5			5	
	AST	III	1	0		1	2	0		2	2	0		2	2	1		3	1			1	1	3		4	
	SC	II	1	0		1	0	0		0	0	0		0	1			1				0	1	1		2	
	I		0			0		1		1	0			0		0		0	1			1	1			1	
	Total		6	0		6	6	3		9	3	0		3	5	2		7	5	2		7	7	5		12	
F. Comité économique et social	AD	IV	1	1		2	1	0		1	2	0		2	2	1		3	3	1		4	2	1		3	
	AST	III	1	0		1	6	0		6	1	0		1	1	0		1	2	0		2	1	0		1	
	SC	II	2	0		2	0	1		1	1	1		2	0	1		1	0	1		1	0	1		1	
	I		0			0		0		0	0			0		0		0	0			0	0			0	
	Total		4	1		5	7	1		8	4	1		5	3	2		5	5	2		7	3	2		5	
G. Comité des régions	AD	IV	1	0		1	0	3		3	1	2		3	2	1		3	0	0		0	1	2		3	
	AST	III	1	0		1	0	0		0	1	0		1	2	0		2	1	1		2				0	
	SC	II	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0		1		1	
	I		0			0		0		0	0			0		0		0				0				0	
	Total		2	0		2	0	3		3	2	2		4	4	1		5	1	1		2	1	3		4	
H. SEAE	AD	IV	6	3		9	16	5		21	11	3		14	9	0		9	1	3		4	2	2		4	
	AST	III	2	2		4	2	2		4	0	1		1	0	3		3	0	2		2	0	1		1	
	SC	II	0	2		2	0	2		2	0	1		1	0	2		2	1	1		1	1	1		2	
	I		0			0		0		0	0			0		0		0	0			0				0	
	Total		8	7		15	18	9		27	11	5		16	9	5		14	1	6		7	3	4		7	
I. CEPD	AD	IV	0	0		0	0	1		1	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	
	AST	III	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	0		0	0	2		2	
	SC	II	0	0		0	0	1		1	0	1		1	0	0		0	0	0		0	0	1		1	
	I		0			0		0		0	0			0		0		0	0			0	0			0	
	Total		0	0		0	0	2		2	0	1		1	0	0		0	0	0		0	0	3		3	
Total autres institutions	AD	IV	50	37	353	440	79	44	218	341	35	20	28	83	34	18	14	66	21	24	12	57	28	38	129	195	
	AST	III	47	34	20	101	48	37	66	151	16	19	29	64	20	19	25	64	22	16	21	59	23	25	156	204	
	SC	II	8	29	27	64	0	26	7	33	4	12	10	26	3	12	10	25	8	10	12	30	6	14	49	69	
	I		2	0	2		5	0	5		0	1	1		0	2	2		4	3	7		1	11	12		
	Total		105	102	400	607	127	112	291	530	55	51	68	174	57	49	51	157	51	54	48	153	57	78	345	480	
III. Agences	AD	IV	56	11		67	87	17		104	57	12		69	46	11		57	47	8		55	36	31		67	
	AST	III	37	12		49	38	16		54	15	4		19	14	5		19	13	6		19	13	20		33	
	SC	II	0	8		8	0	12		12	0	8		8	0	6		6	0	4		4	1	2		3	
	I			1		1		1		1	0			0		0		0		0		0				0	
	Total		93	32		125	125	46		171	72	24		96	60	22		82	60	18		78	50	53		103	
Total général	AD	IV	139	147	353	639	234	246	218	698	112	126	29	267	98	152	14	264	92	172	12	276	84	160	129	373	
	AST	III	93	108	20	221	108	125	66	299	39	45	29	113	41	46	25	112	42	48	21	111	45	60	156	261	
	SC	II	31	175	27	233	33	148	7	188	22	61	10	93</													

Graphique 4.3.1.1 Vue d'ensemble des bénéficiaires sur la période 2019-2024, par type de contrat



Source: tableau 7

4.3.2 Taux de chômage au sein des institutions de l'UE

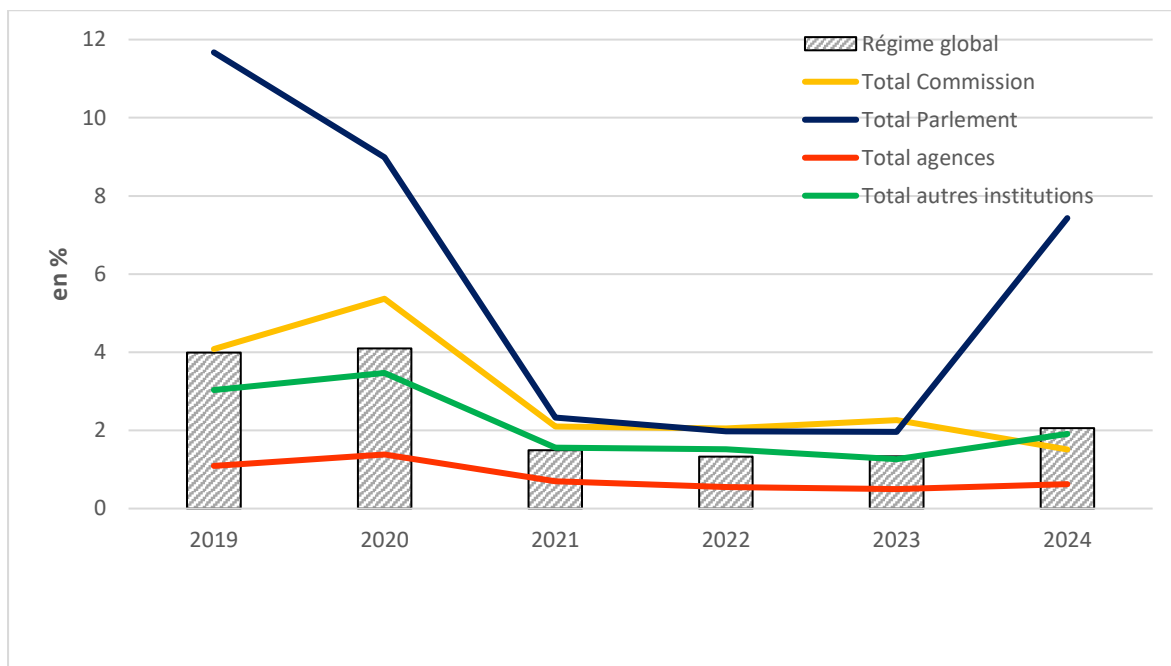
La comparaison entre les bénéficiaires et les affiliés au régime permet d'évaluer le taux de chômage. L'augmentation continue du nombre d'affiliés et la baisse correspondante du nombre de bénéficiaires entre 2019 et 2024 se reflètent dans le taux de chômage agrégé, qui a reflué de près de 50 %, passant de 3,99 % en 2019 à 2,05 % en 2024.

Tableau 8 – Taux de chômage – Pourcentage de bénéficiaires d'une allocation de chômage au titre du Fonds de l'UE par rapport aux affiliés, chiffres de décembre (2019-2024)

INSTITUTION	2019				2020				2021				2022				2023				2024			
	AT	AC	APA	Tot	AT	AC	APA	Tot	AT	AC	APA	Tot	AT	AC	APA	Tot	AT	AC	APA	Tot	AT	AC	APA	Tot
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Commission européenne	4,6	4,0		4,1	6,7	5,0		5,4	2,0	2,1		2,1	1,3	2,3		2,0	1,6	2,5		2,3	1,3	1,6		1,5
Parlement européen	5,4	4,4	21,8	11,7	6,4	4,1	15,0	9,0	2,3	1,5	3,4	2,3	1,9	1,5	2,5	2,0	1,5	1,9	2,3	2,0	1,3	2,4	17,4	7,4
Médiateur européen	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0		0,0
Conseil	7,4	3,1		4,8	3,4	5,5		4,3	0,0	2,6		1,2	0,8	1,9		1,2	1,2	0,0		0,8	2,2	3,1		2,5
Cour de justice	3,4	5,2		3,8	2,8	5,2		3,3	1,2	2,3		1,4	1,2	1,7		1,3	1,8	0,5		1,6	2,0	1,2		1,9
Cour des comptes	3,8	0,0		2,6	3,9	3,6		3,8	1,7	0,0		1,2	2,9	2,2		2,7	2,5	2,3		2,4	3,6	5,9		4,3
Comité économique et social	4,9	2,3		4,0	7,7	2,1		5,8	3,8	2,2		3,3	2,3	4,0		2,8	3,8	4,1		3,9	2,1	4,2		2,6
Comité des régions	2,8	0,0		1,7	0,0	5,6		2,5	2,4	3,5		2,8	4,5	1,8		3,5	1,0	1,4		1,2	1,0	4,2		2,3
SEAE	2,4	1,4		1,8	4,9	1,7		3,0	2,6	0,9		1,6	1,9	0,8		1,3	0,2	1,0		0,7	0,7	0,6		0,7
CEPD	0,0	0,0		0,0	0,0	5,4		5,3	0,0	2,0		1,9	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	5,3		4,5
Agences	1,3	0,7		1,1	1,6	1,0		1,4	0,9	0,5		0,7	0,7	0,4		0,5	0,6	0,3		0,5	0,5	0,8		0,6
TOTAL	2,4	3,0	21,8	4,0	3,0	3,6	15,0	4,1	1,3	1,5	3,4	1,5	1,0	1,5	2,5	1,3	1,0	1,5	2,3	1,3	0,9	1,5	17,4	2,1
Cumul	4,0				4,1				1,5				1,3				1,3				2,1			

En particulier, la trajectoire cyclique des APA affiche une forte augmentation au cours de l'année des élections au Parlement européen et pendant l'année suivante.

Graphique 4.3.2.1 Évolution du taux de chômage, ventilé par institution et comparé au régime global



Source: tableaux 6, 7 et 8

Tableau 8 B – Comparaison entre la population en activité et les bénéficiaires

INSTITUTION	2019												2020												2021												2022												2023												2024											
	Agents temporaires				Agents contractuels				Vissitants parlementaires				Agents temporaires				Agents contractuels				Vissitants parlementaires				Agents temporaires				Agents contractuels				Vissitants parlementaires				Agents temporaires				Agents contractuels				Vissitants parlementaires				Agents temporaires				Agents contractuels				Vissitants parlementaires															
	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%	Act.	Chômage	Nbre	%																								
Commission européenne	1 421	65	51	797	299	4		1 828	123	7	7 429	374	5		2 303	46	2	7 470	358	2		2 876	38	1	7 533	175	2		3 001	49	2	7 702	193	3		3 286	42	1	8 025	129	2																															
Parlement européen	944	51	5	1 757	408	4	1 831	400	22	1 061	68	6	1 810	74	1	1 946	291	15	1 154	26	2	2 083	132	2	2 009	68	3	2 136	24	2	2 165	149	2	2 059	48	2	2 165	52	2	1 981	345	17																														
Médiateur européen	23	0	0	11	0	0		28	0	0	8	0	0		30	0	0	6	0	0		28	0	0		33	0	0		418	5	0	0		25	0	0	7																																		
Cour de justice	146	11	2	286	14	0		167	11	2	286	14	0		291	20	0	229	6	0		393	3	0	418	5	0		118	4	0	225	10	0	48	27	15																																			
Cour des comptes	675	23	31	174	9	5		706	20	3	173	8	5		742	9	1	174	4	0		769	9	1	179	3	0		176	15	2	198	1	0	26	15	2	24	2	8																																
Cour des comptes	156	6	4	74	0	0		154	6	4	83	3	0		172	3	2	88	0	0		172	5	3	90	2	2		204	5	2	86	2	2	192	7	4	9	5	56																																
Comité économique et social	81	4	5	43	1	2		91	7	8	47	1	2		105	4	4	46	1	2		128	3	3	50	2	4		130	5	4	49	2	4	145	3	2	143	2	1																																
Comité des régions	71	2	3	48	0	0		67	0	0	5	3	6		84	2	2	57	2	1		88	4	5	56	1	2		97	1	1	74	1	1	101	1	1	224	3	1																																
SEAE																																																																								
CPED	336	8	2	503	7	3		368	18	0	539	9	2		431	11	3	566	5	0		469	9	2	593	5	1		455	1	0	699	6	0	440	3	0	40	42	18																																
Agences	7 140	93	1	4 305	32	1		7 738	125	2	4 560	46	1		8 411	72	2	5 291	23	1		9 217	60	1	5 764	22	0		9 669	60	6	6 037	18	0	10 123	50	0	53	265																																	
TOTAL GÉNÉRAL	10 995	263	2 39	14 638	433	2 39	1 831	400	22	14 328	375	3 044	14 941	532	3 566	1 946	2 911	14 951	13 718	17	1 124	16 695	233	1 452	2 009	682	3 38	155	1 01	16 695	246	1 47	2 021	51	252	16 071	1 608		10 726	245	1 54	2 059	48	233	16 929	1 448	0 88	17 779	2 600	1 44	1 981	345	17	1 742																		

4.4 Vue d'ensemble de l'allocation de chômage et de sa durée

Conformément à l'article 28 *bis*, paragraphe 4 et à l'article 96, paragraphe 4, du RAA, l'allocation de chômage est versée pour une durée correspondant à un tiers de la période de service, jusqu'à concurrence de 36 mois. Dans ces mêmes articles, il est indiqué que l'UE verse soit la totalité de l'allocation éligible, soit la différence s'il existe des régimes nationaux auxquels le bénéficiaire a droit et si le montant versé par le régime national est inférieur au montant éligible auprès des institutions de l'UE.

Tableau 9 – Ventilation du nombre de prestations versées par institution et par type de contrat

Number of breaches (monthly payments) calculated																												
Institution	Scheme	2019				2020				2021				2022				2023				2024						
		No of TA	No of CA	No of APA	TOTAL	%	No of TA	No of CA	No of APA	TOTAL	%	No of TA	No of CA	No of APA	TOTAL	%	No of TA	No of CA	No of APA	TOTAL	%	No of TA	No of CA	No of APA	TOTAL	%		
1. European Commission		639	4,132	1,791	41	1,377	4,132	2,859	39	1,670	1,935	6	5,011	45	1,016	4,156	10	5,182	36	1,245	4,393	5,638	50	1,331	4,065	5,396	34	
2. European Parliament		281	4,508	3,421	4	4,968	39	621	4,170	1,010	1	2,009	39	664	857	1,121	2,848	35	2,430	933	1,165	2,638	40	417	4,132	5,427	4	
3. European Ombudsman				2	0		10		10	0																		
4. Council				178	2	115	108		223	2	53	81	134	1			220	2	108	72	180	2	144	107	251	2		
5. Court of Justice		109	190	91	267	92	138	279	92	138	279	294	294	84	488	94	488	94	488	94	488	94	488	94	488	94	488	94
6. Court of Auditors		36	191	91	1	56	20	76	1	50	18	68	1	81	36	117	1	147	49	196	2	148	67	215	1	1		
7. European Central Bank		47	90	43	90	2	70	81	2	70	81	101	61	31	61	126	37	161	1	61	27	161	1	61	27	161	1	
8. Committee of the Regions		36	19	55	0	45	19	64	0	43	26	69	1	69	32	107	1	46	17	63	1	36	32	68	0	0		
9. EFAS		81	62	143	1	152	40	23	237	108	345	0	200	140	340	0	85	154	24	129	86	257	179	236	1	1		
10. EDPs				333	3		333		333	3		333		333		333		333		333		333		333		333		
11. Agencies		1,112	386	1,498	13	1,520	460	1,749	12	1,373	552	1,925	17	1,308	465	1,963	17	1,335	431	1,786	16	1,229	866	2,095	5,439	1		
		3,431	1,476	4,907	4	4,170	1,010	5,182	36	2,430	933	1,165	2,638	40	417	4,132	5,427	4										

4.4.1 Nombre d'allocations de chômage mensuelles versées

Le nombre d'allocations versées est resté stable aux alentours de 11 800 entre 2019 et 2023, avant d'atteindre 15 869 en 2024. Si l'on compare le nombre de paiements en faveur des APA entre 2019 et 2024, on constate une augmentation de 58 %, à 5 427. Le nombre de paiements en faveur des AT et des AC a enregistré une augmentation respective de 53 % et de 15 % au cours de la période de référence, à l'opposé de la courbe du nombre de bénéficiaires pendant la même période. Ce constat peut s'expliquer par l'accroissement du nombre d'opérations effectuées par bénéficiaire et l'allongement de la durée moyenne des prestations reçues en 2024.

Tableau 10 – Nombre d’allocations mensuelles versées et allocation moyenne par type de contrat (2019-2024)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
AT						
Nombre total de mensualités	2 497	3 915	3 649	3 833	4 016	3 830
Dépenses totales	7 031 787	11 154 669	9 760 186	8 185 998	8 822 382	8 537 602
Montant moyen d'une mensualité	2 816,09	2 849,21	2 674,76	2 135,66	2 196,81	2 229,14
AC						
Nombre total de mensualités	5 767	5 894	5 684	6 066	6 180	6 612
Dépenses totales	9 803 345	10 994 088	10 011 201	9 646 114	10 740 427	11 670 358
Montant moyen d'une mensualité	1 700	1 865	1 761	1 590	1 738	1 765
Total AT et AC						
Nombre total de mensualités	8 264	9 809	9 333	9 899	10 196	10 442
Dépenses totales	16 835 132	22 148 758	19 771 387	17 832 112	19 562 809	20 207 960
Montant moyen d'une mensualité	2 037	2 258	2 118	1 801	1 919	1 935
APA						
Nombre total de mensualités	3 421	4 170	1 809	1 331	1 165	5 427
Dépenses totales	8 443 756	9 890 152	3 703 967	2 109 656	2 142 957	10 720 122
Montant moyen d'une mensualité	2 468	2 372	2 048	1 585	1 839	1 975
Total AT, AC et APA						
Nombre total de mensualités	11 685	13 979	11 142	11 230	11 361	15 869
Dépenses totales	25 278 888	32 038 909	23 475 354	19 941 768	21 705 766	30 928 082
Montant moyen d'une mensualité	2 163	2 292	2 107	1 776	1 911	1 949

4.4.2 Durée de la période indemnisée

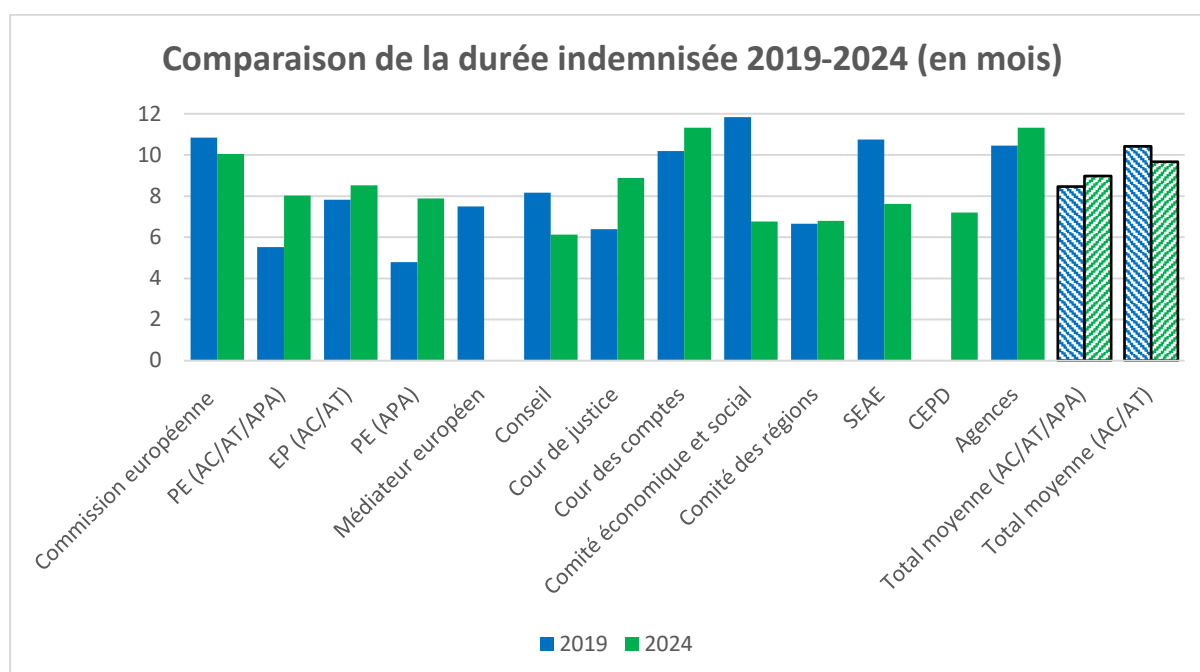
Au cours de la période de référence, la durée moyenne agrégée est passée de près de 8,5 mois en 2019 à environ 9,0 mois en 2024. Cette tendance est le résultat de l'allongement de la durée de paiement au Parlement, à la Cour de justice, à la Cour des comptes et au sein des agences. Le Parlement a suivi une trajectoire cyclique en raison de l'incidence des élections.

Tableau 11 – Durée de la période indemnisée, en mois

Institution	2019	2020	2021	2022	2023	2024
1. Commission européenne	10,8	9,5	8,0	9,0	8,9	10,0
2a. Parlement européen (AC/AT/APA)	5,5	9,8	7,0	10,0	9,5	8,0
2b. Parlement européen (AC/AT)	7,8	9,8	8,0	12,0	10,2	8,5
2c. Parlement européen (APA)	4,8	10,0	7,0	9,0	8,8	7,9
3. Médiateur européen	7,5	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Conseil	8,2	9,6	7,0	8,0	7,8	6,1
5. Cour de justice	6,4	7,8	7,0	9,0	9,5	8,9
6. Cour des comptes	10,2	7,3	7,0	8,0	8,9	11,3
7. Comité économique et social	11,8	9,9	6,0	10,0	10,9	6,8
8. Comité des régions	6,7	5,2	8,0	8,0	9,0	6,8
9. SEAE	10,7	9,9	10,0	12,0	8,9	7,6
10. CEPD		4,7	9,0	8,0	-	7,2
11. Agences	10,4	12,6	10,0	11,0	10,6	11,3
12a. Moyenne (AC/AT/APA)	8,5	9,9	8,0	10,0	9,3	9,0
12b. Moyenne (AC/AT)	10,4	9,9	8,0	10,0	9,4	9,7

En 2019 et 2024, la durée de l'allocation de chômage au Parlement s'est avérée inférieure à celle observée les années précédentes, ce qui s'explique par l'afflux de bénéficiaires parmi les APA après les élections de juin, qui ont commencé à percevoir leurs allocations à partir d'août/septembre. Dans ces conditions, l'augmentation du nombre d'allocations s'est répercutée sur le dernier trimestre, faisant baisser la durée moyenne globale en conséquence. En 2024, la durée moyenne la plus courte a été enregistrée au Conseil (environ 6 mois), tandis que la durée la plus longue a été observée à la Cour des comptes et au sein des agences (plus de 11 mois dans les deux cas).

Graphique 4.4.2.1 Comparaison de la durée d'indemnisation en mois (2019-2024)



Source: tableau 11

4.5 Répartition du chômage par pays

Eu égard au principe de complémentarité du régime d'assurance contre le chômage, le pays de résidence du bénéficiaire d'une allocation de chômage a son importance, notamment compte tenu des critères d'éligibilité à une allocation nationale qui varient d'un État membre à l'autre.

La plupart des bénéficiaires du régime résident en Belgique (51 %) et, dans une moindre mesure, en Espagne, en Italie, en France et au Luxembourg, ces quatre pays représentant ensemble 27 % du total.

Jusqu'à la fin de la période de transition, le 31 décembre 2020, le Royaume-Uni était considéré comme un État membre ¹⁰, ce qui permettait aux anciens agents de percevoir l'allocation de chômage tout en résidant au Royaume-Uni. Conformément à l'article 115 de l'accord de retrait ¹¹, les articles 28 *bis*, 96 et 136 du RAA s'appliqueront aux autres agents de l'Union de toute nationalité, y compris les anciens autres agents, qui ont cotisé au régime de chômage de l'Union avant la fin de la période de transition s'ils résident au Royaume-Uni et sont enregistrés auprès des services du chômage du Royaume-Uni.

¹⁰ Article 127, paragraphe 6 de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, JO L 29 du 31.1.2020, p. 7, ELI: http://data.europa.eu/eli/treaty/withd_2020/sign.

¹¹ Accord sur le retrait du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de l'Union européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique, JO L 29 du 31.1.2020, p. 7, ELI: http://data.europa.eu/eli/treaty/withd_2020/sign.

Tableau 12 – Pays de résidence des bénéficiaires d’allocations de chômage de l’UE

PAYS	2019		2020		2021		2022		2023		2024	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
AT	20	1	15	1	13	1	9	1	10	1	19	1
BE	1 064	49	843	45	889	45	586	47	600	47	938	51
BG	22	1	27	1	10	1	4	0	2	0	7	0
CY	12	1	9	0	5	0	4	0	2	0	11	1
CZ	32	1	27	1	10	1	5	0	4	0	16	1
DE	80	4	64	3	55	3	45	4	43	3	77	4
DK	18	1	18	1	11	1	8	1	4	0	10	1
EE	16	1	15	1	11	1	10	1	7	1	3	0
EL	34	2	30	2	14	2	13	1	12	1	17	1
ES	102	5	106	6	99	6	104	8	110	9	129	7
FI	32	1	21	1	23	1	16	1	13	1	27	1
FR	160	7	139	7	81	7	72	6	87	7	116	6
HR	28	1	25	1	14	1	7	1	4	0	14	1
HU	28	1	23	1	11	1	8	1	5	0	8	0
IE	12	1	18	1	13	1	9	1	3	0	4	0
IT	119	6	141	7	116	7	120	10	131	10	138	8
LT	16	1	14	1	9	1	6	0	17	1	26	1
LU	84	4	78	4	99	4	86	7	101	8	112	6
LV	20	1	16	1	5	1	3	0	2	0	7	0
MT	4	0	7	0	6	0	5	0	5	0	4	0
NL	50	2	52	3	84	3	69	6	57	4	58	3
PL	49	2	48	3	21	3	13	1	15	1	27	1
PT	39	2	26	1	13	1	13	1	16	1	31	2
RO	38	2	34	2	9	2	5	0	6	0	10	1
SE	22	1	17	1	16	1	9	1	6	0	10	1
SK	17	1	21	1	9	1	8	1	6	0	10	1
SL	15	1	20	1	5	1	3	0	7	1	3	0
RU	24	1	34	2	11	2	2	0	2	0	1	0
TOTAL	2 157	100	1 888	100	1 662	100	1 242	100	1 277	100	1 833	100

5. Conclusion

5.1 Période 2019-2024

Le Fonds a vu ses réserves augmenter de manière significative, en particulier au cours de la seconde moitié de la période de référence, avec des résultats opérationnels annuels positifs d'environ 20 millions d'EUR pendant les trois dernières années.

En conséquence, les réserves cumulées inscrites au compte courant ont atteint 27 millions d'EUR. Ce montant, conjugué aux 78 millions d'EUR du portefeuille d'investissement, porte le total général à plus de 106 millions d'EUR à la fin de 2024.

5.2 Perspectives du Fonds de chômage à court et moyen terme

Sur la base des observations figurant dans le rapport, le solde global devrait atteindre l'équilibre à court ou moyen terme.

Comme indiqué au chapitre 2.2, à la suite des conclusions du dernier rapport sur le régime de chômage, la Commission a adapté la contribution au régime d'assurance contre le chômage par l'intermédiaire d'un règlement délégué¹². Le nouveau taux de contribution à l'assurance chômage pour les agents temporaires et contractuels est de 0,51 %. Par ailleurs, la nouvelle contribution des institutions concernées est de 1,02 %. Étant donné que le règlement délégué n'était pas encore entré en vigueur à la fin de 2024, la modification du taux de contribution à l'assurance chômage ne relève pas du champ d'application temporel du présent rapport. Ses effets seront évalués dans le prochain rapport, couvrant la période 2021-2026.

La Commission continuera de suivre régulièrement la situation financière du Fonds et proposera des mesures appropriées en fonction des évolutions pertinentes, dans l'intérêt de l'équilibre du régime.

¹² Règlement délégué (UE) 2025/101 de la Commission du 27 novembre 2024 adaptant les contributions au financement du Fonds spécial de chômage prévues aux articles 28 *bis* et 96 du régime applicable aux autres agents, JO L, 2025/101, 31.1.2025, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2025/101/oj.